

LA NOUVELLE CARTE ÉLECTORALE DU CONSERVATISME EUROPÉEN

Agnès Alexandre-Collier et Xavier Jardin

De Boeck Université | *Revue internationale de politique comparée*

**2009/4 - Vol. 16
pages 583 à 594**

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-4-page-583.htm>

Pour citer cet article :

Alexandre-Collier Agnès et Jardin Xavier, « La nouvelle carte électorale du conservatisme européen »,
Revue internationale de politique comparée, 2009/4 Vol. 16, p. 583-594. DOI : 10.3917/ripc.164.0583

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA NOUVELLE CARTE ÉLECTORALE DU CONSERVATISME EUROPÉEN

Agnès ALEXANDRE-COLLIER
Xavier JARDIN

Les élections européennes de juin 2009 ont vu la très nette victoire des partis de la droite modérée. Cette nouvelle « vague bleue » si elle affirme l'hégémonie des droites sur les gauches, redessine aussi la carte du conservatisme européen. Dans un contexte de crise sociale et économique, ces résultats posent question : pourquoi les défenseurs du libéralisme économique réussissent si bien partout en Europe au détriment des forces progressistes ? Quelle est la « formule gagnante » qui peut-être expliquer leurs succès ?

Les élections européennes de juin 2009 ont été marquées par la victoire massive dans les 27 pays membres de l'Union européenne de la droite modérée qui est même arrivée en tête du scrutin dans 19 d'entre eux. Ce succès, qui a débuté aux élections de juin 2004, revêt cinq ans plus tard des proportions inégalées : si le Parti Populaire Européen (PPE) a acquis sensiblement moins de sièges qu'en 2004 (267 sièges un total de 736 contre 288 sur 785 en 2004), il faut y ajouter les 55 députés du nouveau groupe des Conservateurs et Réformistes Européens (CRE) ainsi que les 32 députés du groupe pour l'Europe de la Liberté et de la Démocratie (ELD). Ainsi apprécié, le poids total des droites au sein du Parlement européen passe de 36,7 % en 2004 à 48 % en 2009.

Pour reprendre une formule journalistique, cette « vague bleue » se distingue toutefois par un remarquable dégradé de couleurs dont certaines sont finalement assez éloignées de cette image d'Épinal. L'extrême hétérogénéité¹ à la fois géographique et idéologique des formations a pour la première fois induit l'incapacité de certaines d'entre elles à se retrouver dans une fédération de partis, le groupe du Parti Populaire Européen et des Démocrates

1. Les droites en Europe sont particulièrement diverses. Pour une analyse de leurs spécificités, nous renvoyons à notre ouvrage : ALEXANDRE-COLLIER A. et JARDIN X., *Anatomie des droites européennes*, Paris, Armand Colin, 2004. Le présent article s'intéressera principalement aux forces présentes au sein du Parti Populaire Européen – Démocrates Européens, ainsi qu'aux quelques partis qui ont formé, à l'issue des élections du 7 juin 2009, le groupe CRE.

Européens, dont les racines historiques restent ancrées dans la démocratie-chrétienne et le fédéralisme des pères fondateurs.

Il reste néanmoins possible d'esquisser une nouvelle carte des différentes forces conservatrices et démocrates-chrétiennes représentées à Strasbourg depuis les élections de juin 2009. Deux types de variables interviennent pour rendre compte de leur succès récent. Ces variables sont d'ordre conjoncturel, liées aux enjeux plus ou moins récents que représentent la menace terroriste ou la crise économique et qui permettent aux partis de capitaliser leurs arguments sécuritaires, voire populistes. Mais ces variables sont également structurelles car depuis de nombreuses années, l'émergence de partis d'inspiration nationaliste et/ou souverainiste oblige les grandes formations conservatrices et démocrates-chrétiennes à s'appropriier des problématiques qui leur étaient jusqu'à présent étrangères, voire à infléchir leur discours pour tenir compte de cette concurrence et tenter de préserver leur électorat potentiel. La récurrence des débats sur la question de l'identité nationale ou sur l'approfondissement de l'Union européenne dans un nombre croissant de pays, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale ou les pays scandinaves mais aussi au Royaume-Uni et en Autriche, confirme la propagation d'un euroscepticisme essentiellement nordique et oriental qui s'oppose à l'europhilie, sinon au consensus permissif sur l'Union européenne, que l'on retrouve encore chez les électeurs de la « vieille Europe » malgré des taux d'abstention de plus en plus élevés, avoisinant les 65 % dans les pays d'Europe centrale et orientale.

L'ampleur de la vague bleue

Dans de nombreux pays, notamment ceux qui ont adhéré récemment à l'Union européenne, les élections européennes ont fonctionné comme des motions de confiance ou de défiance envers les gouvernements en place que les électeurs ont voulu sanctionner en donnant la préférence à l'opposition conservatrice ou démocrate-chrétienne (Tableau 1). Si la Grande-Bretagne fait figure de chef de file dans cette configuration (avec 27,7 % des voix pour le parti conservateur), c'est également le cas de l'Autriche où l'*ÖVP* conservateur a devancé le *SPÖ* social-démocrate avec 30 % des voix mais aussi de l'Espagne où le Parti Populaire de Mariano Rajoy dans l'opposition est arrivé largement en tête avec une majorité de 42,8 % des voix. Au Portugal, la droite incarnée par le parti social-démocrate a remporté les élections avec 34 % malgré la controverse entourant le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso issu de ce parti. Mais le phénomène caractérise surtout les nouveaux États-membres, en particulier les pays d'Europe centrale et orientale : la Hongrie (où le *Fidesz* recueille une écrasante majorité avec 56,4 % des voix), la Bulgarie (24,4 % pour le parti de droite *GERB* de Boïko Borissov, maire de Sofia), la République tchèque (31,5 % pour les

démocrates civiques – ODS – de l'ex-Premier ministre Mirek Topolánek débouté en mars 2009 à l'issue d'une motion de censure), l'Estonie (26,1 % pour le Parti du Centre dans l'opposition) et la Slovénie (26,7 % pour l'opposition de centre-droit). À Chypre, le parti d'opposition DISY a faiblement devancé le parti communiste au pouvoir (35,7 % contre 34,9 %).

La droite modérée a rencontré un vif succès dans d'autres pays où elle est au pouvoir, en exploitant les élections européennes dans une logique plébiscitaire pour tester sa popularité nationale. Cette configuration se retrouve dans la plupart des pays fondateurs de l'Union : en France où l'*UMP* est arrivée en tête avec 27,9 % des voix, en Allemagne où la *CDU/CSU* d'Angela Merkel est sortie gagnante avec 37,9 % des voix, en Italie avec 35,3 % des voix pour le parti du « Peuple de la Liberté » de Silvio Berlusconi, aux Pays-Bas (20,1 % des voix pour le *CDA* démocrate-chrétien du Premier ministre Jan Peter Balkenende) et au Luxembourg où le *CSV* de Jean-Claude Juncker affiche un score prestigieux de 31,4 % pour un taux de participation record de 91 % dû au caractère obligatoire du vote dans ce pays. Par ailleurs, on trouve une situation semblable en Lettonie (avec 24,8 % des voix pour l'Union civique entrée au gouvernement en mars 2009) et en Lituanie qui a renouvelé sa confiance au parti conservateur du premier ministre Andrius Kubilius (26,9 % des voix). En Finlande, la victoire du parti du Centre du chef de gouvernement Matti Vanhanen (19 %) associée à celle de son allié au pouvoir, le parti conservateur de la coalition nationale (23,2 % des voix) a été quelque peu occultée par la percée du parti nationaliste et eurosceptique des Vrais Finlandais (9,8 % des voix).

Dans quelques rares pays seulement, les élections européennes ont été l'occasion de désavouer leur gouvernement de droite, rendu responsable de la crise économique ou parfois englué dans de nombreux scandales. C'est le cas de la *Nouvelle Démocratie grecque* qui a subi un sérieux revers avec 32,3 % contre 36,6 % pour le *PASOK* socialiste, résultat qui préfigurait la défaite cinglante que la droite subira face aux socialistes de George Papandreu aux élections législatives anticipées d'octobre 2009, obtenant même son score le plus bas depuis les élections de 1974. Au Danemark, les libéraux au pouvoir (*Venstre*) ont été battus d'une courte tête par le parti social-démocrate dans l'opposition (20,2 % contre 21,5 %). En Irlande, le gouvernement du *Fianna Fail*, affaibli par le « non » au référendum du 12 juin 2008 sur la ratification du traité de Lisbonne, est arrivé en deuxième position (24,1 % des voix) derrière le *Fine Gael* (29,1 %) principale force d'opposition. À Malte, l'opposition travailliste a nettement devancé le Parti nationaliste (droite libérale) au pouvoir avec 54,8 % des voix contre 40,5 %. En Suède, les sociaux-démocrates dans l'opposition sont arrivés en tête devant les modérés de centre-droit du Premier ministre Fredrik Reinfeldt (26,4 % contre 18,8 %). Toutefois la coalition de droite au pouvoir (*M, FP, C, KD*) sort très légèrement en tête du scrutin (42,56 % contre 41,28 % aux partis de gauche).

Tableau 1 : Les résultats obtenus par les principaux partis de droite aux élections européennes de 2009 dans l'Europe des 27

Pays	Partis	% SE	Rang*	Situation** nationale
Allemagne	Christlich-Soziale Union (CSU)	7,20	6 ^e	P
	Christlich Demokratische Union (CDU)	30,70	1 ^{er}	P
Autriche	Österreichische Volkspartei (ÖVP)	30	1 ^{er}	O
Belgique	Centre démocrate humaniste (CDH)	13,30	1 ^{er} (N)	P
	Christen-Democratisch en Vlaams (CD&V)	23,30	4 ^e (F)	P
Bulgarie	Citizens for European development in Bulgaria (<i>GERB</i>)	24,40	1 ^{er}	P
Chypre	Rassemblement démocrate (DISY)	35,70	1 ^{er}	O
Danemark	Det Konservative Folkeparti (KF)	12,70	5 ^e	P
Estonie	Union pour la Patrie-Res Publica (IRL)	12,20	4 ^e	O
Espagne	Partido Popular (PP)	42,80	1 ^{er}	O
Finlande	Parti de la Coalition Nationale, Kansallinen Kokoomus (KOK)	23,20	1 ^{er}	O
France	Union pour un Mouvement Populaire (UMP)	27,90	1 ^{er}	P
Grèce	Nea Demokratia (ND)	32,30	2 ^e	O
Hongrie	Parti démocrate chrétien (KDNP)	56,40	1 ^{er}	O
	Union Civique Hongroise (FIDESz)			
Irlande	Fine Gael	29,10	1 ^{er}	O
Italie	Peuple de la liberté (PDL)	35,30	1 ^{er}	P
Lituanie	Homeland Union - Lithuanian Christian Democrats (TS-LKP)	26,90	1 ^{er}	P
Luxembourg	Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (CSV)	31,30	1 ^{er}	P
Lettonie	Union civique (PS)	24,80	1 ^{er}	P
	Nouvelle ère (JL)	6,80	6 ^e	P
Malte	Partit Nazzjonalista (PN)	40,50	2 ^e	P
Pays-Bas	Christen Democratisch Appel (CDA)	20,10	1 ^{er}	P

Pays	Partis	% SE	Rang*	Situation**
Pologne	Platforma Obywatelska (PO)	44,40	1 ^{er}	P
	Droit et Justice (PiS)	27,4	2 ^e	O
Portugal	Partido Social Demócrata Portugal (PSD)	34	1 ^{er}	O
République Tchèque	Parti démocratique civique (ODS)	31,50	1 ^{er}	* 3
Roumanie	Parti démocrate-libéral (PD-L)	29,70	2 ^e	* 4
Royaume-Uni	Parti conservateur	27,7	1 ^{er}	O
Slovaquie	Slovak Democratic and Christian Union-Democratic Party (SDKU-DS)	17	2 ^e	O
	Üdvözlők a Magyar Koalíció Pártja honlapján (MKP)	11,30	3 ^e	O
	Mouvement Chrétien Démocrate (KDH)	10,90	4 ^e	O
Slovénie	Parti démocrate (SDS)	26,70	1 ^{er}	O
	Nova Slovenija – Krscanska ljudska stranka (Nsi)	16,60	3 ^e	O
Suède	Moderaterna (M)	18,80	2 ^e	P
* Rang d'arrivée aux élections européennes dans le pays d'appartenance ** Situation nationale : au pouvoir (P) ou dans l'opposition (O) au moment des élections européennes				

Dans de rares cas où les résultats ont simplement reflété la situation nationale d'une droite confinée dans l'opposition, les élections européennes ont confirmé leur statut d'élections de « second ordre »⁴, dont l'importance est considérée comme moindre par les électeurs, les partis nationaux et les médias. C'est le cas en Pologne où l'opposition conservatrice, Droit et Justice, des frères Kaczynski est arrivée en deuxième position avec 27,4 % des voix et en Slovaquie où les libéraux du *SDKU*, dans l'opposition également, enregistrent, compte tenu du taux d'abstention très élevé, le score très faible de 17 % des voix contre le parti de gauche du premier ministre Robert Fico (32 % des voix). En Roumanie, le scrutin européen n'a pas réellement dépar-

2. Depuis la démission du gouvernement Topolánek (ODS) le 24 mars 2009, la République Tchèque est dirigée par un gouvernement intérimaire dans l'attente des prochaines élections législatives.

3. En Roumanie, le gouvernement d'Emil Boc (PD-L) a été censuré le 13 octobre 2009.

4. REIF K. H. and SCHMITT H., « Nine Second-order National Elections – A Conceptual Framework for the Analysis of European Elections Results », *European Journal of Political Research*, n°8, 1980, p. 3-44.

tagé les deux frères ennemis qui se partageaient le pouvoir, le Parti social démocrate (31,7 %) à gauche et, à droite, le Parti démocrate-libéral (29,7 %).

La formule gagnante des droites européennes

Au-delà des configurations politiques nationales, qui soulignent la grande diversité des droites européennes, et qui laissent supposer une explication essentiellement locale et conjoncturelle, il est sans doute souhaitable, pour tenter de comprendre le phénomène, de replacer cette « vague » dans un contexte plus large. Le succès de 2009 est en réalité le troisième enregistré par les droites européennes depuis dix ans. Aux élections européennes de 1999, le groupe du *PPE-DE* devient pour la première fois le premier groupe représenté au Parlement européen (avec 233 députés sur 626), devançant largement les sociaux-démocrates du *PSE* qui y tenaient pourtant la première place depuis 1979. En 2004, après le grand élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, le *PPE* confirme sa tendance à l'hégémonie avec 288 députés sur 785.

Ces succès répétés au plan européen se déploient, en outre, dans un contexte d'élections nationales plus généralement favorable aux droites modérées. Sur la période 1996-2008 et sur la base de 92 scrutins nationaux, le rapport de forces entre gauches et droites aux élections nationales est nettement en faveur de ces dernières. Les droites recueillent en moyenne 45,2 % de l'ensemble des suffrages exprimés aux élections législatives contre 41,3 % pour la gauche. L'audience électorale atteinte 52,5 % si on inclut l'extrême droite, contre 44,4 % aux gauches, extrême-gauche incluse⁵. Cette tendance à l'hégémonie se marque aussi par le plus grand nombre de gouvernements dirigés par les droites, soit à la veille des élections européennes de 2009 18 pays sur 27. Autrement dit, le succès des droites à ce scrutin n'est pas seulement le résultat d'une conjoncture favorable mais peut être aussi la conséquence de transformations structurelles plus profondes et qui, sans doute, affectent l'ensemble de la vie politique européenne.

Une première hypothèse quant à l'ampleur et à la durée de cette réussite électorale des droites européennes peut résider dans l'évolution démographique du continent. Le vieillissement global de la population européenne contribue à transformer de manière forte les systèmes de valeurs sur lesquels reposent, pour une part, les choix électoraux, particulièrement ceux en faveur des partis de droite. Trois tendances de fond affectent la démographie des pays européens : un allongement continu de la durée de vie, conséquence du progrès de la santé et de l'amélioration de la qualité de vie des

5. REYNIÉ D., « L'évolution des forces électorales : 1996-2008 », *L'Opinion européenne en 2009*, Paris, Lignes de repères, 2009, p. 215-226.

européens ; un accroissement des effectifs des générations âgées de plus de 60 ans, qui continuera à se faire sentir jusque dans les années 2030, quand les enfants du « baby-boom » deviendront à leur tour des « seniors » ; la faible natalité persistante dans de nombreux pays, expliquée par de multiples facteurs tant sociaux qu'économiques (difficultés d'insertion professionnelle, pénurie et coût des logements, etc.). La société européenne connaît ainsi d'importants changements de structure. La famille, le marché du travail, les modes de consommation, l'accès à la santé, évoluent grandement sous l'effet du vieillissement de la population. Or, des citoyens plus âgés partagent davantage de valeurs dites conservatrices que les plus jeunes. Ayant été élevés à une époque où les normes sociales traditionnelles relatives à la famille, au travail, à l'autorité, à la religion étaient encore dominantes, les citoyens les plus âgés partageraient une certaine vision du monde social et politique : peur d'un déclin moral, d'une perte des valeurs traditionnelles, d'une dilution de la force des autorités. Ils trouveraient dans l'offre politique de droite une meilleure réponse à leurs craintes et à leurs incertitudes.

Toutefois, cette hypothèse semble être contredite par les enquêtes sur les valeurs des européens (y compris la dernière en date, celle de la quatrième vague 2008-2009) qui révèlent que la principale mutation des systèmes de valeurs n'est pas celle d'un retour au moralisme, malgré le vieillissement, mais bien celle d'une plus grande individualisation⁶. Sous l'effet conjugué de la croissance économique, de la hausse du niveau d'éducation et d'un meilleur accès à l'information, les citoyens européens se sentent de plus en plus capables de penser, de choisir et d'agir par eux-mêmes, sans avoir besoin de se référer aux principes ou aux dogmes d'institutions telles que les églises, la nation ou la famille. Ce processus qui passe par une valorisation de l'autonomie et de la liberté individuelle, et par une perte de prégnance des repères collectifs, affecte désormais aussi les catégories les plus âgées de la population. Or, les électeurs des droites modérées sont aussi extrêmement sensibles aux questions qui touchent à la liberté individuelle. Ils se reconnaissent ainsi avant tout dans le libéralisme politique, économique et parfois culturel qui est le ciment idéologique des droites européennes, tout en restant largement sensibles aux valeurs d'ordre plus traditionnelles.

Face à ces transformations structurelles qui touchent les électorsats ou pour prendre une image économique la demande politique, les partis politiques de droite se sont eux aussi transformés, adaptés, tant au plan idéologique qu'organisationnel. Ils ne cessent de porter les valeurs du libéralisme et de promouvoir un modèle de capitalisme européen qui s'inspire de ces valeurs. Ils demeurent les défenseurs des valeurs chrétiennes et morales et

6. Voir le site www.europeanvaluesstudy.eu. et pour la France, BRÉCHON P. et TCHERNIA J.-F., (dir.), *La France à travers ses valeurs*, Paris, Armand Colin, 2009.

sont toujours les gardiens, peu ou prou, de l'identité nationale. Malgré cette identité centrale, ils ont aussi su faire preuve d'une remarquable souplesse idéologique qui les fait ressembler de plus en plus à des partis attrape-tout.

Dans un contexte de crise économique et sociale, leurs succès électoraux interrogent les observateurs : pourquoi les électeurs semblent-ils leur faire plus confiance qu'aux partis de gauche qui portent, habituellement, les valeurs de solidarité, de protection et de partage ? C'est peut être que les droites de gouvernement ont justement su répondre aux incertitudes du moment en démontrant leurs capacités à assouplir le dogme libéral : interventionnisme étatique, plans de relance de l'économie souvent assis sur une accentuation acceptée des déficits publics malgré les principes défendus par Bruxelles, nationalisations de banques, demandes pressantes de moralisation du capitalisme en particulier financier (portée, jusqu'au G20 de Pittsburgh, par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy en septembre 2009).

Au-delà des réponses propres à la crise actuelle, les droites ont aussi su intégrer des enjeux de société qui leur étaient traditionnellement étrangers : écologie et défense de l'environnement, représentation des minorités, lutte contre l'exclusion. Cette ouverture idéologique les autorise parfois à s'allier avec d'autres partenaires : pour gouverner le Land de Hambourg la *CDU* a accepté en 2008 une coalition avec les écologistes, alliés traditionnels des sociaux-démocrates. Dans certains cas, l'UMP étant ici un idéaltype, la droite capte dans une sorte de syncrétisme idéologique des idées, des valeurs et des hommes de gauche, s'assurant électoralement une assise large et pour l'instant solide, au prix d'une cohésion parfois délicate à assumer : la grande majorité sarkozyste qui va de Bernard Kouchner à Philippe de Villiers peut-elle perdurer longtemps ?

Mais dans le même temps, et ceci est peut-être une clé de leur succès, les droites continuent de défendre des positions fortement autoritaires, et pour lesquelles la souplesse n'est pas de mise, sur des enjeux comme l'immigration, le terrorisme, l'insécurité, ou la question cruciale de l'entrée de la Turquie en Europe. La concurrence forte dans les années quatre-vingt de l'extrême-droite sur ces questions, si elle s'est atténuée, demeure réelle pour les droites de gouvernement. Lors du scrutin de juin 2009, l'extrême-droite parvient encore dans sept pays de l'Union à réaliser un score à deux chiffres (Pays-Bas, Belgique, Danemark, Autriche, Bulgarie, Italie, Hongrie). Elle progresse nettement aussi au Royaume-Uni (8,3 %) obligeant le Parti conservateur à infléchir son discours dans un sens de plus en plus nationaliste et eurosceptique. Les droites parviennent donc aujourd'hui à réaliser cette sorte de synthèse entre libéralisme et autoritarisme, entre Europe et Nation, entre marché et État. Dans un contexte de diminution de la force du clivage gauche/droite, cette stratégie amène les électeurs, qui ont en eux-mêmes

« des raisons de voter à gauche **et** des raisons de voter à droite »⁷, à faire plus souvent le choix de la droite que celui de la gauche.

Cette convergence idéologique s'accompagne parfois, dans les pays où les droites sont historiquement diverses, d'un processus de modernisation de l'organisation partisane. En France⁸, l'union des droites, réussie au sein de l'UMP depuis 2002 a rapproché le cas français de celui des autres droites européennes : un grand parti organisé comme une machine électorale, doté d'un leader incontesté et d'un programme mêlant libéralisme économique, protection sociale, Europe et autorité. En Italie, la modernisation s'est effectuée en plusieurs étapes depuis la création en 1994 par Silvio Berlusconi de *Forza Italia*. La dernière en date est la fusion, en mars 2009, de ce parti et de l'*Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini dans une nouvelle organisation « Le Peuple de la Liberté ». La fondation d'un tel parti unitaire, comme en France, vise bien à la fois à rassembler des composantes différentes de la droite, ici libérale et nationale, et à s'opposer efficacement aux gauches en simplifiant l'offre politique.

Évolution démographique favorable, mutation des systèmes de valeurs au plan européen, synthèse idéologique et modernisation partisane pour s'adapter à cette nouvelle donne, voici les principaux ingrédients de la formule gagnante des droites européennes.

Une Europe conservatrice « à deux vitesses »

Les élections de juin 2009 ont confirmé un autre phénomène qui avait débuté aux élections précédentes : la montée de l'euroscépticisme illustrée non seulement par un taux d'abstention de plus en plus élevé mais aussi par la prolifération de partis souverainistes. Ce phénomène se vérifie tout particulièrement dans les nouveaux États-membres en particulier les pays d'Europe Centrale et orientale où l'émergence de ces partis, parfois associés à des formations nationalistes, voire xénophobes a imposé une vive émulation autour des enjeux liés à la préservation et la promotion des intérêts nationaux. La prédominance de l'enjeu identitaire a fait naturellement ressortir avec acuité des thèmes chers à la droite, comme ceux de l'immigration et le la sécurité intérieure. Ainsi devant le succès du *Jobbik* hongrois, le *Fidesz* a-t-il capitalisé sur le mécontentement populaire pour promouvoir un programme sécuritaire mais indifférent à l'Union européenne, à l'instar de certains pays où les élections européennes favorisent l'explosion des formations

7. SCHWEISGUTH E., « Valeurs et attitudes politiques en Europe », in PERRINEAU P., ROUBAN L., (dir.), *La politique en France et en Europe*, Paris, Sciences Po, 2007, p. 59.

8. Voir HAEGEL F., « Les droites en France et en Europe », in PERRINEAU P., ROUBAN L., (dir.), *La politique en France et en Europe*, Paris, Sciences Po, 2007, p. 363-390.

d'extrême droite et/ou europhobes. C'est le cas du Parti du Peuple Danois de Messerschmidt auquel s'ajoutent le Mouvement du Peuple contre l'Union européenne et le Mouvement de Juin. On peut aussi ajouter à la liste le PVV de Wilders aux Pays-Bas ou encore le parti des Vrai Finlandais de Timo Soini. Ainsi, afin de parer à cette menace, les formations de droite modérée habituellement portées par des leaders nationaux favorables à l'Union européenne ont-elles parfois accordé leurs faveurs à des leaders plus eurosceptiques, comme en Autriche où l'ÖVP de l'ancien Chancelier Wolfgang Schüssel a été dominé par l'ancien Ministre de l'Intérieur Ernst Strasser au discours beaucoup plus autoritaire.

Mais l'exemple le plus frappant est sans doute le Royaume-Uni qui fait pourtant figure de modèle de modération et de stabilité démocratique⁹. À l'instar des élections régionales, les élections européennes fournissent aux formations minoritaires et non représentées au Parlement de Westminster, comme le *British National Party* d'extrême-droite et le *United Kingdom Independence Party* militant pour le retrait de l'Union européenne, une occasion unique de remporter des voix. Cette concurrence inédite a incité le leader du parti conservateur, David Cameron, à radicaliser son euroscepticisme en faisant courir à ses députés européens le risque de l'isolationnisme et d'une influence limitée au sein des commissions parlementaires du Parlement européen. Au lendemain des élections, le retrait des Conservateurs britanniques du groupe du PPE-DE, dont ils faisaient partie depuis 1992¹⁰, et la création du groupe des Conservateurs et Réformistes Européens constituent un tournant majeur qui signe la scission du centre-droit, en l'alignant, à quelques exceptions près, sur un clivage géographique entre les pays de la « vieille Europe » et ceux de la « Nouvelle Europe ». Au sein de ce nouveau groupe, la notion de « non-fédéralisme » a été définie dans le « Manifeste de Prague », déclaration de 10 principes fondateurs signée par tous les membres du groupe le 22 juin 2009 et qui insiste sur « la nécessité urgente de réformer l'Union européenne sur la base de l'euro-réalisme, de l'ouverture, de la crédibilité et de la démocratie ». Aux côtés des 25 élus britanniques, les Conservateurs et Réformistes Européens (CRE) regroupent actuellement 54 députés européens issus de sept États membres : la Belgique (un député de la liste Dedecker), la République tchèque (neuf députés du Parti civique démocratique l'ODS), la Hongrie (un député du Forum démocratique hongrois (MDF), la Lituanie (un député du AWDL-LLRA), les Pays-Bas (un député de l'Union chrétienne (ChristenUnie) et la Pologne (quinze députés du parti Droit et Justice (PiS).

9. Voir « Les élections européennes de juin 2009 au Royaume-Uni: des élections pas tout à fait de second ordre ? » de David Hanley.

10. C'est à l'occasion de cette adhésion en 1992 que le PPE a noué une alliance avec les Démocrates Européens, devenant désormais le groupe du PPE-DE.

La création du groupe des *CRE* qui devient ainsi la quatrième formation au sein du Parlement européen signale l'émergence d'un conservatisme plus atlantiste et anti-fédéraliste et pose la question de l'avenir du *PPE* désormais confiné au continent européen et dominé par un axe franco-allemand. Pour le *PPE*, cette scission pose aussi la question de la pérennité de ses racines démocrates-chrétiennes qui apparaissent en filigrane dans le manifeste électoral intitulé « *Les Citoyens au cœur de l'Europe* ». On retrouve toutefois des thèmes similaires au sein du *PPE* et au sein du nouveau groupe des Conservateurs et Réformistes européens. Les valeurs de justice et de solidarité sociale, la liberté de conscience et de culte figurent au côté d'un plaidoyer pour la famille traditionnelle qui fait écho aux valeurs morales traditionnelles que défendent, dans l'excès, certains membres des Conservateurs et Réformistes Européens et qui ne sont pas toujours partagées au sein du groupe. Ainsi, la controverse autour des propos homophobes tenus par Michal Kaminski, l'un des députés polonais du *PiS*, a abouti à la défection du député conservateur Edward McMillan-Scott. De même, l'évolution du *PPE* vers l'atlantisme, amorcée aux élections de 2004¹¹, ne fait plus de doute dans le manifeste de 2009. L'accent mis sur la sécurité intérieure et l'immigration, ainsi que la volonté de développer la solidarité transatlantique, portée à son comble par l'annonce en mars 2009 du retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN, font également écho aux ambitions du nouveau groupe.

Mais il subsiste des divergences qui se sont avérées inconciliables au point de justifier la scission. Alors que, pour le *PPE*, la nécessité d'apporter des « réponses pragmatiques et ciblées » à la crise économique passe par une « coordination des politiques économiques » nationales, on voit mal comment cet argument peut sensibiliser des pays comme le Royaume-Uni et la plupart des pays d'Europe Centrale et Orientale qui ne font pas partie de la zone euro. Mais le principal motif de divorce demeure sans doute la défense d'un « modèle social européen » et remonte aux années 1980 lorsque Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, le défendait déjà malgré l'hostilité farouche de Margaret Thatcher. La promotion du modèle européen vient conclure le manifeste du *PPE* en mettant l'accent sur un dialogue plus étroit entre travailleurs et employeurs, un renforcement des droits au travail et un élargissement de la protection sociale. Il est permis de penser que les députés du nouveau groupe des Conservateurs et Réformistes Européens restent profondément réfractaires à ce concept qu'ils perçoivent

11. HANLEY D., « Les conservateurs et démocrates-chrétiens. Le centre droit s'affirme », in PERRINEAU P., (dir.), *Le vote européen 2004-2005. De l'élargissement au référendum français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 106 et HANLEY D., *Beyond the Nation State. Parties in the Era of European Integration*, Londres, Palgrave Macmillan, 2008.

comme contraire au modèle « libéral » à l'anglo-saxonne préconisant au contraire de réduire la protection universelle au seul domaine de la santé, de limiter la redistribution aux très pauvres et d'élargir l'éventail des rémunérations. La question du rôle de l'État ou plutôt des limites de son désengagement se retrouve ainsi à l'origine d'un clivage qui, adossé au débat sur l'identité et la souveraineté nationale, semble dessiner la nouvelle carte du conservatisme européen.